CURRICULUM VITAE

Hiam MOUANNÈS
Née au LIBAN (Loueizé, Baabda)
Chevalier dans l'Ordre des Palmes Académiques (promotion 2008)
Officier dans l'ordre des Palmes Académiques (promotion 2016)



Maître de Conférences de Droit Public, HDR, Classe exceptionnelle
Chercheur à l'Institut Maurice Hauriou - EA 4657
Membre de l'Association française de Droit constitutionnel (AFDC)
Université Toulouse 1 Capitole
2, rue du DOYEN GABRIEL MARTY
31042 Toulouse Cedex 9
05.61.63.36.61 (bureau MF 521) hiam.mouannes@ut-capitole.fr

1. PARCOURS, FONCTIONS ET TUDES UNIVERSITAIRES

- **CRCT d'un semestre** – 1er janvier – 31 août 2026.
- **Promotion nationale en classe exceptionnelle** – CNU, Section 02, Paris, 19 mai 2021.
- **Membre élue du Conseil d'Administration de l'Université Toulouse Capitole.**
- **Membre élue du bureau de la Section 02** – UT Capitole, depuis 2025.
- **Maître de Conférences de Droit public à l'Université Toulouse Capitole** – depuis 1995.
- **Avancement national MCF Hors classe** – CNU, Section 02, Paris, 21 mai 2012.
- **Candidate au second concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur** – janvier-février 2012.
- **Candidate au concours de Professeur des universités** – au titre des articles 46-3 et 46-1, en 2010, 2015, 2018 et 2020.
- **Habilitation à diriger des recherches (HDR)** – travaux soutenus le 3 mai 2005.
- **Doctorat en Droit Public de l'Université Toulouse Capitole** – obtenu le 12 juillet 1994 ; thèse : *Les accords de Taëf, de la Ière à la IIème République Libanaise*, sous la direction du Professeur Henry Roussillon ; mention Très honorable avec les félicitations du jury et autorisation de publication en l'état (publiée aux Éditions universitaires européennes, 2011).
- **ATER de Droit public à l'Université Toulouse Capitole** (1993-1995).
- **Troisième cycle, Diplôme d'Études Approfondies (DEA) de Droit public** – Université Toulouse Capitole, promotion 1989-1990.
- **Conseillère juridique au Ministère libanais des Postes et Télécommunications** – 1983-1989.
- **Premier et second cycle à l'Université libanaise de Beyrouth** – Maîtrise en Droit obtenue en 1983.

Parcours personnel

Le 13 avril 1975, date de l'éclatement de la guerre au Liban, j'ai intégré la Résistance libanaise comme beaucoup de jeunes de ma génération. Malgré le désespoir de voir les libertés assassinées, la vie reprenait le dessus, ainsi que la volonté de continuer à se projeter dans la construction et, pour beaucoup, dans les études universitaires. De 1983 à 1989, j'ai continué à assumer mes responsabilités et fonctions militaires, civiles et professionnelles, et devenue conseillère juridique au Ministère libanais des Postes et Télécommunications. En 1989, lorsque le Liban a été livré à ses geôles, j'ai pris le chemin de l'exil – avec mon fils né le 10 février 1980 – et me suis vouée avec force à l'étude, puis à l'enseignement et à la recherche en droit public, comme modèle de construction.

Langues, loisirs

- **Langues** – Arabe (libanais et littéraire ; lu, parlé et écrit) ; anglais (niveau A2).
- **Loisirs** – Golf (depuis 1998) ; tennis (au Liban et en France, jusqu'en 2000) ; équitation (au Liban, jusqu'en 1976).

2. ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

2.1 Cours magistraux assurés actuellement

- Droit constitutionnel approfondi – M2 AES, parcours Gouvernance publique, depuis septembre 2021.
- Les grandes orientations du droit constitutionnel en Europe – Uniwersytet Gdański, Pologne, depuis juin 2019.
- Introduction au droit public – L1 AES.
- Institutions politiques – L1 AES.
- Droit administratif institutionnel – L2 Droit et FLD, ICT.
- Droit administratif matériel – L2 Droit et FLD, ICT.

Enseignements à distance

- Grands systèmes politiques contemporains et religions – DIU Normes et Religions.
- Droit du contentieux administratif – L3 Droit public.
- Droit du contentieux constitutionnel – Master 1 Droit public.

2.2 Cours magistraux déjà assurés

- Liberté de conscience et de religion en droit public français – CM, Diplôme universitaire Droit et Religions, 2016-2022.
- Droit constitutionnel – L1 Droit, 2007-2008.
- Introduction au droit public – L1 Droit, 2007-2008.
- Droit public de préparation aux concours de police – IEP, 1999-2001.
- Institutions internationales – L1 Droit, 1997-1998.

2.3 Travaux dirigés

Assurés actuellement (M1 Droit public, à distance)

- Droit du contentieux constitutionnel

Déjà assurés

- Séminaire introductif : cadre historique et cadre juridique – DU Droit et Religions, 2016-2022.
- Droit de la Fonction publique – M1, 2006-2008.
- Institutions politiques et administratives – L1 AES, 1990-1999.
- Droit constitutionnel – L1 Droit, 1990-1999.
- Introduction au Droit public – L1 Droit et L1 AES, 1990-1999.
- Droit administratif institutionnel – L2 Droit, 1990-1999.
- Droit administratif matériel – L2 Droit, 1990-1999.
- Services publics locaux – M1, 1990-1999.

3. ACTIVITÉ DE RECHERCHE

Rattachée à l'Institut Maurice Hauriou (IMH, EA 4657).

3.1 Communications avec actes et comité de lecture – colloques internationaux

3.1.1 « De la Constitution de la IIIe République française à celle de la Ière République libanaise de 1926 : comparaison est-elle raison ? » ; titre provisoire pour une participation au Colloque international sur le Centenaire de la Constitution libanaise, organisé par l'Université Saint-Esprit de Kaslik (USEK) en février 2027.

3.1.2 « Covid-19 et restriction de la liberté de culte : quels apports du dialogue « forcé » entre les religions et le droit » ; intervention au Colloque international du CTHDIP sur *Dialogues théologiques et juridiques*, 27 novembre 2024 ; publication prévue en juin 2026.

3.1.3 « L'essentialisation du droit de participer collectivement à des cérémonies religieuses, en particulier dans les lieux de culte : une exaltation pragmatique dans le contexte de la Covid-19. Regard sur la jurisprudence CIVITAS, 2020 », publiée dans *La liberté, études théologiques et juridiques*, Presses de l'UT Capitole, n° 16-2024, pp. 587-595.

3.1.4 « Migration forcée et faute lourde de l'État libanais », *Mélanges en l'honneur du Professeur Bertrand Mathieu*, LGDJ, Lextenso, décembre 2023 (pp. 331-335) ; publié également in *Migrations et résilience : le pari du Liban*, Presses universitaires de l'ICT, octobre 2022 (B. Rey Mimoso-Ruiz, dir.).

3.1.5 « The Principle of Secularism, a Precious Asset of the Republic and the Basis for Freedom and Citizenship », *International Journal of Legal Information* (*IJLI*), n° 50.1/2022, Cambridge University Press (CUP), pp. 48-54.

3.1.6 « La fraternité, entre vertu personnelle et principe constitutionnel, ou comment le Conseil constitutionnel a rendu principiel ce troisième pilier de la devise républicaine », à propos de la décision n° 2018-717/718 QPC du 6 juillet 2018, in *La loi de solidarité, vers une fraternisation selon la théologie et le droit* (Ch. Mengès-Le Pape, dir.), Collection droit et religion, Presses de l'UT1 Capitole, n° 14/2022.

3.1.7 « Le principe de la laïcité, condition de la démocratie », in *Laïcité et défense de l'État de droit*, Lextenso, n° 43-2020 (2e édition du Séminaire international de l'IRDEIC et de l'IMH Laïcité et défense de l'État de droit, 11-12 avril 2019, J. Andriantsimbazovina, dir.).

3.1.8 « Le Liban, pays d'un confessionnalisme singulièrement déterministe » (étude comparée), in *La territorialité de la laïcité*, Colloque international de l'IMH du 28 mars 2018, Lextenso, n° 36-2018 (H. Mouannès, dir.).

3.1.9 Introduction et présentation de la problématique du Colloque sur La territorialité de la laïcité, 28 mars 2018. Disponible en ligne : http://imh.ut-capitole.fr/la-territorialite-de-la-laicite-colloque-organise-par-limh-et-l-detcom-674726.kjsp?RH=1372167219140.

3.1.10 « La laïcité, identité constitutionnelle de la France : élément intrinsèque de la justice sociale », Colloque international du CTHDIP des 9, 10 et 11 juin 2015 sur *La Justice entre théologie et droit*, ouvrage collectif, Presses de l'UT1 Capitole, n° 11-2016 (Ch. Mengès-Le Pape, dir.).

3.1.11 « La femme dans la guerre du 13 avril 1975 au Liban », Colloque international du CTHDIP des 10-11 décembre 2012 sur Le cœur de la guerre, une histoire de femmes, publié in *Enseigner la guerre ? Écrire la paix ? – Hier et aujourd'hui – Ici et ailleurs*, Presses de l'UT1 Capitole, 2016 (Ch. Mengès-Le Pape, dir.).

3.1.12 « La femme dans la guerre de 1975-1990 au Liban », *Jabalna Magazine*, USA, 22 mai 2015.

3.1.13 « Une dette de quoi et envers qui ? Ou, quand l'État a le devoir de garantir ce que le citoyen est naturellement et concrètement en droit d'attendre », Colloque international du CTHDIP de juin 2013 sur *La dette, les religions, le droit*, ouvrage collectif, Presses de l'Université de Toulouse 1 Capitole, n° 9-2014 (Ch. Mengès-Le Pape, dir.).

3.1.14 « Religion et droit, quels rapports ? », Colloque international du CTHDIP des 14-16 juin 2011 sur *Face à une économie « sans foi ni loi » : les religions et le droit*, ouvrage collectif, Presses de l'UT1 Capitole, n° 7-2012 (Ch. Mengès-Le Pape, dir.).

3.1.15 « Le principe d'égalité au Liban, une valeur universelle affectée par son caractère substantiellement communautaire », Colloque international et interdisciplinaire de l'IMH des 7-8 mars 2011 *Égalité-Parité, une nouvelle approche de la démocratie ?* Revue *P*oliteia, n° 19-2012 (X. Bioy, M.-L. Fages et M.-F. Verdier, dir.).

3.1.16 « L'enseignement des religions au Liban : notre pain quotidien, pour le meilleur et pour le pire », Colloque international du CTHDIP des 3-4 juin 2009 sur *L'enseignement des religions : approches laïques et religieuses*, ouvrage collectif, Presses de l'UT1 Capitole, n° 2-2010 (Ch. Mengès-Le Pape, dir.).

3.1.17 « L'autonomie constitutionnelle et les communautés religieuses au Liban », Colloque international du CERCP de février 2002 sur *L'autonomie constitutionnelle*, ouvrage collectif, Revue des Sciences Politiques, n° 50-2003 (H. Roussillon, dir.).

3.2 Communications avec actes et comité de lecture – colloques ou congrès nationaux

3.2.1 « L'absence d'une culture constitutionnelle et d'une culture de la Constitution au profit d'entorses constantes à la Constitution libanaise : essai sur l'indétermination du droit constitutionnel libanais » ; intervention au XIIe Congrès français de Droit constitutionnel, Poitiers, 11-13 juin 2026 ; en voie de publication dans la Revue *Politeia*, n° 50/2027.

3.2.2 « Déflagration des institutions publiques au Liban. Essai sur la mise en cause de la responsabilité de l'État », intervention au XIe Congrès français de Droit constitutionnel, Toulon, 15-17 juin 2023.

3.2.3 « Le principe de laïcité, condition des libertés ou, d'une histoire douloureuse vers un droit universaliste de protection de l'autonomie de l'individu, de l'unité du peuple et des intérêts fondamentaux de la nation », Revue *Politeia*, n° 47/2025, pp. 285-293.

3.2.4 « Un président d'une République libanaise ni indépendante ni souveraine », Xe Congrès français de droit constitutionnel, Lille, 22-24 juin 2017 ; Revue *Politeia*, n° 30/2016 (juin 2017).

3.2.5 « Rapport de synthèse », Colloque sur *La laïcité à l'œuvre et à l'épreuve*, 29 mars 2017, ouvrage collectif, LGDJ Lextenso Édition, n° 31-2017, Collection de l'IFR, Mutations des normes juridiques (H. Mouannès, dir.). Disponible en ligne : http://imh.ut-capitole.fr/la-laicite-a-

l-oeuvre-et-a-l-epreuve-colloque-organise-par-l-imh-et-l-idetcom611229.kjsp?RH=1372167219241.

3.2.6 « Le sens de la laïcité et les limites du phénomène religieux dans la jurisprudence du Conseil d'État », Colloque de l'IMH sur Le sens de la laïcité, le vrai défi de la démocratie, 13 avril 2016, Revue *Politeia*, n° 29/2016, numéro spécial consacré aux actes du colloque. Disponible en ligne : http://imh.ut-capitole.fr/le-sens-de-lalaicite-le-vrai-defi-de-la-democratie-colloque-organise-par-l-imh-566584.kjsp?RH=1372167219241.

3.2.7 « L'enseignement supérieur et la laïcité : les grands défis », contribution à la troisième session du Synode de l'Église maronite de France, Bordeaux, 11 avril 2015, Revue *Politeia*, n° 27-2015.

3.2.8 Préface à l'ouvrage collectif *La recherche juridique vue par ses propres acteurs*, LGDJ, Lextenso Éditions, 2016.

3.2.9 « L'impartialité devant le Conseil d'État : la continuité d'une jurisprudence liée à l'office du juge du concret », 10e Colloque de l'IMH et de l'IFR Mutations des normes juridiques sur *La (dis)continuité en droit*, 14-15 février 2013, LGDJ, Lextenso Éditions, n° 20-2014.

3.2.10 « L'impartialité juridictionnelle dans le viseur de la QPC », séminaire de l'IMH d'actualisation de la QPC, 9 décembre 2011, Revue *Constitutions*, Dalloz, n° 2-2012.

3.2.11 « Communautés religieuses cherchent statut juridique en Turquie », 9e Colloque de l'IMH et de l'IFR sur *La personnalité juridique : traditions et évolutions*, novembre 2011, ouvrage collectif, LGDJ, Lextenso Éditions, 2013, collection de l'IFR (X. Bioy, dir.).

3.2.12 « L'avenir de la fonction de Premier ministre à l'orée des élections de 2007 », Journée d'étude du CERCP sur *Les Élections 2007*, Éditions PUSS Toulouse, 2007.

3.2.13 « Les articles 5 et 20 de la Constitution, la réalité d'une fiction », Journée d'étude du CERCP du 5 mai 2008 consacrée aux Travaux du Comité Balladur de 2007, in *Annales de l'université de Toulouse 1 Capitole*, 1-2011.

3.2.14 « Liban : Justice et démocratie, un lien sacré constitutionnellement mais insuffisamment garanti », Journée décentralisée de l'AFDC consacrée aux Nouvelles questions sur la démocratie, organisée le 2 octobre 2009 par le CERCP de l'UT1 Capitole et l'Université Montesquieu Bordeaux IV ; in *Justice et démocratie : matière à Constitution ?* ouvrage collectif, L'Harmattan, Éditions Logiques Juridiques, décembre 2010 (F. Hourquebie et X. Bioy, dir.).

3.2.15 « Le praefectus, les deux faces dé-voilées du pouvoir », Colloque du CTHDIP sur le *Bicentenaire du Tarn-et-Garonne* (département créé en 1808), 13-14 mars 2008, ouvrage collectif, Éditions PUSST, 2008 (Ph. Delvit, dir.) ; publié également aux *Annales de l'université de Rouen et du Havre*, n° 3-2009.

3.2.16 « Le Conseil d'État et la notion d'impartialité, ou la variable équation », VIe Congrès français de droit constitutionnel, Montpellier, 9-11 juin 2005, AFDC, *Actes du Congrès*.

3.2.17 « Le pouvoir réglementaire local : réelle ou virtuelle constitutionnalisation ? », in *Les Nouveaux objets du droit constitutionnel*, ouvrage collectif, Éditions PUSS Toulouse, 2006.

3.2.18 « La contestation de la loi par et devant le Conseil d'État », cycle de conférences du 27 mai 2002 sur La contestation de la loi, in *Revue de la recherche juridique, droit prospectif*, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 3-2003.

3.2.19 « Le parrainage et la démocratie », Table ronde du CERCP sur *L'Élection présidentielle de 1995*, ouvrage collectif, Revue des Sciences Politiques, n° 34-1995.

3.3 Publications dans des revues à comité de lecture

3.3.1 « Le Hezbollah, de Doha (2008) à Washington (2026) : une milice, acteur libano-régional de l'ombre », en voie de publication dans la Revue *Politeia*, n° 49/2026.

3.3.2 « Les sources de la subsidence de l'État libanais et les solutions politiques et juridiques incontournables pour rebâtir la pleine souveraineté du Liban », in *Le Liban, ses épreuves et les conditions de sa double souveraineté* (H. Mouannès, dir.), Collection Travaux collectifs, n° 3/2026 (p. 79-90), Presses de l'Université Toulouse Capitole.

3.3.3 « L'application intégrale de la résolution 1701 du 11 août 2006, condition d'une transition vers la pleine souveraineté du Liban », in *Les transitions juridiques européennes et comparées – Liber amicorum Grégory Godiveau*, Bruylant, 1ère édition 2026 (L. Grard, F. Petit, dir.), 562 p. (pp. 107-116). Disponible en ligne : https://www.larcier-intersentia.com/fr/transitions-juridiques-europeennes-comparees-9782802777809.html.

3.3.4 « Comment le Liban se trouve au cœur d'une guerre qui ne le concerne pas », Revue *Politeia*, n° 47/2025, pp. 69-80.

3.3.5 « La loi du plus fort vs la force du droit légalement établi : à propos de l'ordonnance référé, Chambre civile, 6 juin 2021, Société H.I.S. SARL c/ Bank Med SAL, n° 412/2020, Actualité judiciaire libanaise », écrit en collaboration avec Yalda Sacre, doctorante à l'IMH ; Revue *Politeia*, n° 39/2021, pp. 75-78 ; paru également sur le site du *Laboratoire Méditerranéen de Droit public*, septembre 2021. Disponible en ligne : http://lm-dp.org/larticle-mediterraneen-du-moment/.

3.3.6 « Lorsque le juge libanais des référés inflige une leçon d'éthique aux parlementaires vaccinés alors qu'ils ne répondent à aucune condition leur donnant priorité : à propos de l'ordonnance-référé, Chambre civile, 3 mars 2021, Monsieur Joseph el Hage c/ Ministère de la Santé, n° 51/2021 », Actualité judiciaire libanaise, écrit en collaboration avec Yalda Sacre, doctorante à l'IMH ; Revue *Politeia*, n° 39/2021, pp. 71-74 ; paru également sur le site du *Laboratoire Méditerranéen de Droit public*, juillet 2021. Disponible en ligne : http://lmdp.org/larticle-mediterraneen-du-moment/.

3.3.7 « Les Chrétiens du Liban et les droits de l'homme : histoire et perspectives », contribution aux *Mélanges en l'honneur de Christian Lavialle*, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, décembre 2020, ISBN 978-2-36170-225-0.

3.3.8 « Le mode de désignation des députés au Parlement libanais, expliqué aux profanes », *Mélanges en l'honneur de Bruno Sire*, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2019.

3.3.9 « Une conjugaison insolite du scrutin à la représentation proportionnelle avec vote préférentiel et répartition des sièges, paritairement entre deux communautés et proportionnellement à l'intérieur de chacune : l'exemple de la loi électorale libanaise de 2017 », publié en janvier 2019 sur le site du *Laboratoire Méditerranéen de Droit public* (M. Touzeil-Divina, dir.). Disponible en ligne : http://lm-dp.org/author/hiam/.

3.3.10 « Une loi électorale libanaise inspirée de l'Occident et préservant, dans ses modalités d'application, la démocratie consensuelle propre au Liban », à propos de la loi électorale libanaise n° 44 du 16 juin 2017 et des élections législatives d'avril et mai 2018 ; Revue *Politeia*, n° 34-2018.

3.3.11 « L'affectation du service public de l'élection présidentielle et législative libanaise expliquée aux profanes », Chronique Service(s) public(s), *Journal du Droit Administratif* (JDA), octobre 2017 (M. Touzeil-Divina, dir.).

3.3.12 « Un président d'une République libanaise ni indépendante ni souveraine », à propos de la fin de la crise institutionnelle au Liban (vide présidentiel pendant deux ans et cinq mois, cessant avec l'élection du général Michel Aoun le 31 octobre 2016), Revue *Politeia*, n° 30/2016.

3.3.13 « La lecture de la liberté religieuse : une question d'héritage et d'identités propres : le cas de la France et du Liban », Mélanges Henry Roussillon, *Le pouvoir, mythes et réalité*, deux tomes, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2014.

3.3.14 « Heureuse la sagesse du juge dans la priorité accordée *in concreto* à la protection de la petite enfance sur la libre manifestation religieuse de ses éducateurs », à propos de l'arrêt de la Cour de cassation du 25 juin 2014 et de l'arrêt de renvoi de la cour d'appel de Paris du 27 novembre 2013 (affaire Baby Loup), Revue *Politeia*, n° 26-2014.

3.3.15 « Modifier la rhétorique juridictionnelle ou protéger, par la force de la loi, la petite enfance des options religieuses de ses éducateurs », à propos de l'arrêt de la Cour de cassation n° 536 du 19 mars 2013 (affaire Baby Loup), Revue *Politeia*, n° 23-2013.

3.3.16 « L'impartialité de la justice, une question prioritaire de constitutionnalité », *Revue française de droit constitutionnel* (RFDC), n° 91-2012.

3.3.17 « La procédure de formation d'un nouveau gouvernement au Liban : entre processus judiciaire et tensions régionales » (droit comparé, fonction parlementaire), Revue *Constitutions*, Dalloz, n° 2-2011.

3.3.18 « L'accord de Doha du 21 mai 2008 : accord de droit inter(-)national », *Revue Maghreb-Machrek*, n° 205-2010.

3.3.19 « L'enseignement des religions au Liban : les épreuves d'une liberté », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger* (RDP), n° 3-2010.

3.3.20 « Contrat de partenariat : la relativité de la notion d'urgence liée à un retard préjudiciable », à propos de la décision de la Cour administrative d'appel de Nantes du 23 janvier 2009, Département du Loiret, req. n° 08NT01579 ; *La Semaine juridique – Administrations et collectivités territoriales* (JCP A), LexisNexis Jurisclasseur, n° 23-2009.

3.3.21 « Le contrat de partenariat rattrapé par le Conseil constitutionnel ou comment sauver les PME d'un éventuel statut éternel de sous-traitants », note sous décision n° 2008-567 DC du 24 juillet 2008, *Les Petites Affiches*, n° 158, 7 août 2008.

3.3.22 « L'autre face du contrat de partenariat ou le tribunal administratif au secours des PME », note sous TA d'Orléans, 29 avril 2008, M. Lenoir et SNSO, *Les Petites Affiches*, n° 144, 18 juillet 2008.

3.3.23 « Liban, 33 jours de guerre » (juillet-août 2006), Éditions *PUSS Toulouse*, Tome XLIX, 2007.

3.3.24 « Liban… et la Nation naquit », contexte de l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafik Hariri, *Revue des Sciences Politiques*, n° 54-2005.

3.3.25 « La nouvelle décentralisation, un régionalisme émancipateur » (à propos de la LC n° 2003-276 du 28 mars 2003), *Revue Droit écrit*, n° 4-2003.

3.3.26 « Hommage au Doyen Vedel », *Revue Droit écrit*, n° 3-2001.

3.3.27 « Le fonctionnement et l'autorité du Conseil constitutionnel libanais », *Revue Droit écrit*, 1-2001.

3.3.28 « Peut-on encore sauver le Liban ? », *Revue des Sciences Politiques*, n° 29-1993.

3.4 Autres communications, notes, synthèses et présidences de colloques ou journées d'étude

3.4.1 « De Doha à Damas : le Liban, éternel objet des tractations régionales - l'étau iranien et syrien après l'accord-cadre du 26 juin 2026 », in *Jabalna Magasine*, 9 juillet 2026. Disponible sur ce lien :

https://jabalnamagazine.com/article2/142?fbclid=IwY2xjawS8wVtleHRuA2FlbQIxMQBzcnRjBmFwcF9pZBAyMjIwMzkxNzg4MjAwODkyAAEeRnsyFHkyEhWYQeIPkgdLeNanqz44Iy3wKyude03NI6U2MDG_9LrA90W_02A_aem_4V2m2er2nZtxUJx3aDvcyg

3.4.2 « La résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations Unies du 11 août 2006, condition de la souveraineté du Liban à ses frontières et sur l'intégralité de son territoire » ; intervention du 26 septembre 2025 au Colloque international *Rebâtir la pleine souveraineté du Liban*, Université Toulouse Capitole, accessible sur *Canal U* : https://www.canal-u.tv/chaines/ut1capitole/rebatir-la-pleine-souverainete-du-liban-colloque-international-organise-par-l.

3.4.3 « Quelles solutions pour rebâtir la pleine souveraineté du Liban ? », conférence tenue le 2 avril 2026 sur invitation de l'UTAM 82.

3.4.4 Conférence-débat « Le Liban, vers une guerre longue ? Jusqu'où ira le conflit ? », 18 novembre 2024, sur invitation du parti Les Républicains, dans le contexte du drame que le Liban subit depuis le 17 septembre 2024 et le vide présidentiel depuis le 30 octobre 2022.

3.4.5 « Le principe de laïcité en milieu scolaire », intervention à Bagnères-de-Bigorre dans le cadre de la Semaine de la laïcité 2023, organisée par la Préfecture des Hautes-Pyrénées, 7-8 décembre 2023.

3.4.6 « Vivre la laïcité », conférence organisée par la sous-préfecture de Bergerac (Dordogne), 30 novembre 2023, Centre culturel Michel Manet.

3.4.7 Échange sur le principe de laïcité en milieu scolaire avec des élèves de plusieurs lycées de Dordogne, 30 novembre 2023, manifestation organisée par la sous-préfecture de Bergerac.

3.4.8 « Quel « nouveau » droit associatif ? », intervention au séminaire de l'IMH Six mois après le vote de la loi dite « Séparatisme » du 24 août 2021, quelles autres « séparations » ?, 6 janvier 2022.

3.4.9 Conférence-débat « Liban entre hier et aujourd'hui », 24 avril 2022, sur invitation de la Mission Maronite de Toulouse.

3.4.10 Intervention sur invitation de la préfecture de Tarn-et-Garonne (dialogue avec les cultes), 25 janvier 2022, sur le nouveau régime des associations 1901/1905 établi par la loi du 24 août 2021 *confortant le respect des principes de la République*.

3.4.11 « Le principe de la laïcité, condition des libertés », intervention à l'occasion de l'anniversaire de la loi du 9 décembre 1905, sur invitation du Grand Montauban Communauté d'Agglomération et de la Préfecture de Tarn-et-Garonne, 9 décembre 2021.

3.4.12 Chronique AAI et libertés – « Les réserves du DDD et de la CNDH sur le régime des associations 1905 et 1901 tel que son évolution est prévue par le PJL confortant le respect des principes de la République », Lextenso, *Chroniques AAI et libertés*, n° 16, actualités du premier semestre 2021.

3.4.13 Chronique AAI et libertés – « Le distanciel et ses néfastes répercussions sur la construction de la personnalité de l'étudiant : les alertes de la CNCDH », Lextenso, *Chroniques AAI et libertés*, n° 16, actualités du premier semestre 2021.

3.4.14 « La laïcité n'est ni une conviction, ni un choix, mais un principe juridique de garantie des libertés dans le respect des principes de la République », conférence du 9 décembre 2021, journée

nationale de la laïcité, journée politique de la ville – Laïcité et Valeurs de la République (invitation du GMCA).

3.4.15 Conférence « Les Chrétiens du Liban et les droits de l'homme : histoire et perspectives », Amphithéâtre de l'Athénée, Bordeaux, 29 avril 2019, invitation d'un parti politique libanais.

3.4.16 « La laïcité, socle de la garantie des libertés en France », conférence à Toulouse, 15 février 2019, sur invitation de l'Association des Amis du Liban.

3.4.17 Participation à la Conférence de la Lebanese Diaspora Energy – Europe, panel « La médecine et le droit », 7 avril 2018, Hôtel Westin-Vendôme, sur invitation du président de la République libanaise, du ministre libanais des Affaires étrangères et de l'Ambassadeur du Liban à Paris.

3.4.18 Allocution d'ouverture, sixième édition du Colloque de l'IMH-IDETCOM-IFR sur *La laïcité à l'œuvre et à l'épreuve*, 29 mars 2017, in ouvrage collectif, *LGDJ Lextenso Édition*, Collection de l'IFR, n° 31-2017 (H. Mouannès, dir.).

3.4.19 Allocution d'ouverture, cinquième édition du Colloque de l'IMH sur *Le sens de la laïcité, le vrai défi de la démocratie*, 13 avril 2016.

3.4.20 Rapport de synthèse, quatrième édition du Colloque de l'IMH sur La laïcité : liberté ou contrainte ? 16 avril 2014.

3.4.21 Rapport de synthèse, Journée d'étude de l'IMH sur *La recherche juridique vue par ses propres acteurs*, 21 février 2014, LGDJ, Lextenso Éditions, 2016.

3.4.22 Rapport de synthèse, deuxième édition du Colloque de l'IMH sur *Europe et laïcité*, 25 avril 2012.

3.4.23 « La laïcité en Turquie, vue du droit européen », deuxième édition du Colloque de l'IMH sur *Europe et laïcité*, 25 avril 2012.

3.4.24 « Liberté religieuse dans l'espace public : le cas du Liban et de la Turquie », Table ronde du GREJA-IMH sur Espace public et liberté religieuse, 23 mars 2012.

3.4.25 « L'impartialité dans le viseur de la QPC », séminaire d'actualisation de la QPC, IMH, 9 décembre 2011.

3.4.26 « Liberté religieuse : entre universalisme et communautarisme, le droit constitutionnel libanais est-il à part ? », *VIIIe Congrès français de droit constitutionnel*, Nancy, 16-18 juin 2011, Atelier 4.

3.4.27 Rapport de synthèse, première édition de l'IMH sur *La laïcité : ensemble, une société de droit*, 23 mars 2011.

3.4.28 « La loi sur l'interdiction de la dissimulation du visage dans les lieux publics : loi contre la dissimulation du visage… de la République », communication orale, première édition du Colloque de l'IMH sur *La laïcité : ensemble, une société de droit*, 23 mars 2011.

3.4.29 « La mutation (pas si ?) tranquille du Conseil constitutionnel ou, après le temps de devenir, le temps d'exister », *VIIe Congrès français de droit constitutionnel*, Paris, 25-27 septembre 2008, AFDC, Actes du Congrès.

3.4.30 « Où va le Liban ? », conférence-débat, Université Toulouse Capitole, 30 janvier 2007.

3.4.31 Quatre conférences-débats sur les « 33 jours de guerre au Liban » (juillet-août 2006) :

- 15 novembre 2006, sur invitation de l'école prépa HEC Saliège, Balma.
- 17 octobre 2006, sur invitation de l'Université Toulouse 1 Capitole pour le Master 2, Droit des pays francophones.

- 11 octobre 2006, sur invitation de l'association Rotary Club de Castelsarrasin-Moissac (Tarn-et-Garonne).
- 10 octobre 2006, sur invitation d'un groupe politique de Toulouse.

3.5 Ouvrages scientifiques

3.5.1 *Le Liban, ses épreuves et les conditions de sa double souveraineté*, Presses de l'UT Capitole, Collection Travaux collectifs, N° 3/2026 (H. Mouannès dir.). Disponible en ligne : https://www.ut-capitole.fr/accueil/recherche/publications-de-luniversite/presses-de-luniversite/droit/generalites/le-liban-ses-epreuves-et-les-conditions-de-sa-double-souverainete-sous-la-direction-de-hiam-mouannes-imh

3.5.2 *La territorialité de la laïcité*, ouvrage collectif, LGDJ Lextenso Édition, n° 36-2018 (H. Mouannès, dir.). Disponible en ligne : http://imh.ut-capitole.fr/la-territorialite-de-la-laicite-colloque-organise-par-l-imh-et-ldetcom-674726.kjsp?RH=1372167219140.

3.5.3 *La laïcité à l'œuvre et à l'épreuve*, ouvrage collectif, LGDJ Lextenso Édition, Collection de l'IFR, n° 31-2017 (H. Mouannès, dir.). Disponible en ligne : http://imh.ut-capitole.fr/la-laicite-a-l-oeuvre-et-a-l-epreuvecolloque-organise-par-l-imh-et-l-idetcom-611229.kjsp?RH=1372167219241.

3.5.4 *Laïcité et démocratie*, numéro spécial de la Revue Politeia, n° 29/2016 (H. Mouannès, dir.), dédié aux actes de la cinquième édition du Colloque Le sens de la laïcité, le vrai défi de la démocratie du 13 avril 2016. L'intégralité des interventions orales est disponible sur le site de l'IMH.

3.5.5 *Les accords de Taëf : de la Ière à la IIème République Libanaise*, thèse, Éditions universitaires européennes (EUE), Allemagne, 2011.

3.6 Expertises

3.6.1 Rapporteur d'un ouvrage sur *La laïcité aujourd'hui : une multiplicité de sens* ; rapport confidentiel sollicité par l'Université de Strasbourg, Direction de la Recherche et de la valorisation ; rapport remis le 12 janvier 2024.

3.6.2 Intervention aux *Assises territoriales de l'islam de France*, Préfecture de Tarn-et-Garonne, sur le régime des associations 1901/1905 sous l'angle du projet de loi confortant les principes de la République, 20 mai 2021.

3.6.3 Intervention aux *Assises territoriales de l'islam de France*, Préfecture de Haute-Garonne, sur le régime des associations 1901/1905 sous l'angle du projet de loi confortant les principes de la République, 18 mai 2021.

3.6.4 « La liberté de culte entre acceptation raisonnée et acceptabilité discutée des mesures de restrictions liées à la Covid-19 », étude pour la *Mission de recherche Droit et Justice*, Ministère de la Justice, sur l'Acceptation sociale de la restriction des libertés dans le contexte de la pandémie de Covid-19 (CovALib), projet porté par l'IMH, l'IDP (UT1 Capitole) et le LISST (UT2J), 2024.

3.6.5 Participation à l'expertise menée par l'Institut Maurice Hauriou sur trois propositions sénatoriales relatives à la réforme des institutions : proposition n° 19 (publicité des avis du Conseil d'État en matière législative), proposition n° 26 (garanties relatives à l'exercice du droit d'amendement), proposition n° 30 (obligation de prendre les mesures réglementaires d'application des lois et saisine du Conseil d'État en l'absence de publication). Disponible en ligne : http://imh.utcapitole.fr/expertise-sur-les-propositions-senatoriales-relatives-a-la-reforme-desinstitutions--712575.kjsp?RH=1372167219198.

3.6.6 « Coexistence entre religions : expertise sur le modèle libanais », *Revue Comprendre pour entreprendre*, revue en ligne de l'UT1 Capitole, numéro spécial Liban, décembre 2019.

3.6.7 « Les raisons et les exigences de la Révolution libanaise du 17 octobre 2019 », *Revue Comprendre pour entreprendre*, revue en ligne de l'UT1 Capitole, décembre 2019.

3.7 Autres productions

3.7.1 « Liban, la chute, la Révolution, 4 août et la Résurrection », billet en hommage aux victimes de l'explosion du port de Beyrouth du 4 août 2020, publié le 28 juillet 2021 dans *Jabalna Magazine*, USA. Disponible en ligne : https://www.jabalnamagazine.com/article/19/3260.

3.7.2 « Libertés contre barbarie : Paris 13 novembre 2015, Liban 13 avril 1975, mêmes crimes contre l'humanité, même combat pour les libertés », billet publié le 22 novembre 2015 dans *Jabalna Magazine*, USA. Disponible en ligne : https://www.jabalnamagazine.com/article/19/1419.

3.7.3 Observations sur la loi relative au contrat de partenariat, préparées à la demande et pour le compte d'un organisme de droit privé (SNSO) en vue d'un recours incident devant le Conseil constitutionnel, saisi le 15 juillet 2008 de la loi définitivement adoptée le 9 juillet 2008 (affaire n° 2008-567 DC du 24 juillet 2008).

3.7.4 « Liban, la souveraineté en question », billet présenté en septembre 1998 dans le contexte de la fin du mandat du Président de la République Elias Hraoui (non publié).

3.7.5 Mémoire de DEA : *Rousseau et le totalitarisme*, 1990.

4. INVESTISSEMENT DANS L'UNIVERSITÉ

4.1 Organisation et participation à des colloques, conférences et séminaires

4.1.1 Organisation d'un Colloque international sur *Rebâtir la pleine souveraineté du Liban*, Université Toulouse Capitole, 26 septembre 2025 ; travaux disponibles sur Canal U.

4.1.2 Organisation scientifique de sept colloques sur le principe de laïcité :

- *La territorialité de la laïcité*, Université Toulouse Capitole, 28 mars 2018, IMH-IDETCOM-IFR (ouvrage collectif chez LGDJ, n° 36-2018).
- *La laïcité à l'œuvre et à l'épreuve*, 29 mars 2017, IMH-IDETCOM-IFR (ouvrage collectif chez LGDJ Lextenso, n° 31-2017).
- *Le sens de la laïcité : le vrai défi de la démocratie*, 13 avril 2016, IMH (actes publiés dans un numéro spécial de la Revue *Politeia*).
- *La laïcité : liberté ou contrainte ?* 16 avril 2014, IMH.
- *La laïcité s'enseigne-t-elle ?* 19 avril 2013, IMH.
- *Europe et laïcité*, 25 avril 2012, IMH.
- *La laïcité : ensemble, une société de droit*, 23 mars 2011, IMH.

4.1.3 Séminaire « Le rôle du droit dans la gestion de la religion dans la société française, à propos des crèches de la Nativité », intervention sollicitée par la Paroisse des Chrétiens du Levant, Toulouse, 15 janvier 2017.

4.1.4 Présidence de la séance « Vers la doctrine pour la paix ? », Colloque international de commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale, 17-18 novembre 2014, *Enseigner la Guerre ? Écrire la paix ? Hier et aujourd'hui, ici et ailleurs*, CTHDIP.

4.1.5 Participation au jury ACORDA, action « Mon projet dans le sup », portée par Sciences Po Toulouse, destinée à des élèves de terminale boursiers et/ou en situation de handicap en vue de leur installation dans les études supérieures (2021-2023).

5. THÈSES

5.1 Direction de thèses

Direction de huit thèses de Doctorat en Droit et Sciences politiques, dont six soutenues.

En cours

- *Régulation constitutionnelle de l'intelligence artificielle dans les processus décisionnels publics : étude comparée entre la France et le Liban* ; début des travaux septembre 2025.
- *Responsabilité étatique et soutien indirect à des groupes armés non étatiques : l'émergence d'un critère de contrôle structurant* ; début des travaux septembre 2025.

Soutenues

- *Le droit des minorités au Proche-Orient : entre succession d'États et intégration dans l'État* ; soutenue le 26 juin 2024.
- *La peine de mort : comparaison France, États-Unis d'Amérique et Liban* ; soutenue le 12 novembre 2021.
- *L'action internationale relative à la lutte contre la traite des personnes* ; soutenue le 8 juillet 2020.
- *Le principe de consultation en droit public comparé : l'exemple de la France et du Sénégal* ; soutenue le 12 juillet 2016.
- *La convoitise de l'eau du Liban et ses ramifications au Moyen-Orient : d'une guerre à l'autre à la recherche d'une paix hydraulique globale et durable* ; soutenue le 16 juillet 2013.
- *La transparence en droit des marchés publics : instrument juridique majeur de la lutte contre la corruption* ; soutenue le 23 novembre 2012.

5.2 Rapporteur de thèses

5.2.1 *Recherche sur une réforme de la fiscalité directe des personnes physiques au Liban. Étude à la lumière du droit français*, thèse dirigée par le Professeur Florence Crouzatier-Durand, Université Côte d'Azur, soutenance prévue le 8 décembre 2026.

5.2.2 *Nouvelle approche sur le principe de primauté du droit de l'Union européenne au regard de la suprématie américaine*, thèse dirigée par Mme Marie-France Verdier, Université de Bordeaux ; soutenue le 21 mai 2026.

5.2.3 *L'institutionnalisation de la représentation communo-confessionnelle par les élections législatives au Liban*, dirigée par le Professeur Romain Rambaud, Université Grenoble Alpes, Centre de recherches juridiques ; soutenue le 30 juin 2025.

5.2.4 *L'usage du droit dans les processus de démocratisation en Afrique francophone*, dirigée par M. Arnaud Martin, Université de Bordeaux (École doctorale de Droit, ED 41) ; soutenue le 25 novembre 2022.

5.2.5 *L'islam du Qatar, entre conservatisme et désir d'ouverture : la réalité du terrain selon les habitants du pays*, dirigée par le Professeur Bernadette Rigal-Cellard, Université Bordeaux Montaigne (École doctorale Montaigne Humanités, ED 480) ; soutenue le 28 avril 2022.

5.2.6 *Les mouvements religieux minoritaires à l'épreuve du droit états-unien : étude des contours fluctuants de la liberté religieuse du XIXe siècle à nos jours*, dirigée par le Professeur Bernadette Rigal-Cellard, Université Bordeaux Montaigne (ED 480) ; soutenue le 4 novembre 2016.

5.2.7 *Les Commissions Vérité et Réconciliation comme mécanisme de justice transitionnelle*, dirigée par le Professeur Daniel Dormoy, Université Paris-Sud XI ; soutenue le 20 décembre 2013.

5.3 Présidence de jurys de thèse

Présidente de quatre jurys de thèse pour le Doctorat en Sciences Politiques délivré par l'Université Toulouse 1 Capitole.

5.3.1 *L'islam du Qatar, entre conservatisme et désir d'ouverture : la réalité du terrain selon les habitants du pays*, dirigée par le Professeur Bernadette Rigal-Cellard, Université Bordeaux Montaigne ; soutenue le 28 avril 2022.

5.3.2 *La Politique étrangère de sécurité commune (PESC) dans les relations internationales et le rôle de l'Union européenne au Moyen-Orient*, soutenue le 15 février 2016.

5.3.3 *Les perceptions chiites de la politique américaine au Moyen-Orient*, soutenue le 3 janvier 2012.

5.3.4 *La politique étrangère syrienne : la restructuration stratégique de la guerre à la paix durant la présidence de Hafez Al-Assad*, soutenue le 20 décembre 2010.

5.4 Membre de jurys de thèse

5.4.1 *L'institutionnalisation de la représentation communo-confessionnelle par les élections législatives au Liban*, soutenance prévue le 30 juin 2025.

5.4.2 *L'usage du droit dans les processus de démocratisation en Afrique francophone*, soutenue le 25 novembre 2022, Université de Bordeaux.

5.4.3 *Le fédéralisme au Liban*, soutenue le 18 décembre 2008, Université Toulouse Capitole.

5.4.4 *L'évolution politique au Liban au regard du lien interne-externe*, soutenue le 19 mars 2008, Université Toulouse Capitole.

5.4.5 *Le Centre et la Périphérie dans un système multi-communautaire*, soutenue en 2003, Université Toulouse Capitole.

5.4.6 *La IIIe République Libanaise*, soutenue en 1997, Université Toulouse Capitole.

6. DIRECTION DE MÉMOIRES ET RAPPORTS DE MOBILITÉ

Direction de neuf mémoires, dont huit dans le cadre du Diplôme universitaire Collège Supérieur de Droit, et d'un rapport de mobilité dans le cadre du Diplôme universitaire de l'École Européenne du Droit.

- *Les enjeux de la lutte contre l'omerta internationale face à l'esclavagisme moderne chinois : opposition idéologique entre l'Union européenne et la Chine* ; rapport de mobilité, Diplôme universitaire de l'*European School of Law*, UT Capitole ; encadrement janvier-septembre 2024.
- *Les Ouïgours et les libertés individuelles* ; mémoire soutenu en 2021.
- *La Covid-19 et les restrictions des libertés individuelles* ; mémoire soutenu en 2021.
- *Vincent Lambert, entre procédures judiciaires et débat (philosophique, politique et juridique) sur la (fin de) vie* ; mémoire CSD soutenu en 2020.
- *PMA/GPA, entre droit, science, politique et philosophie, quel débat pour quelle finalité ?* ; mémoire CSD soutenu en 2020.
- *La pollution et l'urgence de protéger la mer Méditerranée* ; mémoire CSD soutenu en 2019 (début des travaux septembre 2018).
- *La cybercriminalité au regard de la loi française et européenne de lutte contre le terrorisme* ; mémoire CSD soutenu en 2019.
- *La peine de mort, entre sanction pénale et crime d'État* ; mémoire CSD soutenu en 2018.
- *La distinction entre réfugiés politiques et économiques est-elle pertinente ?* ; mémoire CSD soutenu en 2018.
- *Le Liban victime du conflit au Proche-Orient, peut-il en être la solution ?* ; mémoire de Master 2 soutenu en 2016.

7. RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES COLLECTIVES

- **Membre de la Section disciplinaire de Sciences Po Toulouse** –2025-2026.
- **Membre (élue en 2025) du bureau de la Section 02** – UT Capitole.
- **Membre du Comité de sélection 2022, section CNU 04** – UT1 Capitole.
- **Membre du Comité de sélection 2019, section CNU 02** – UT1 Capitole.
- **Membre du Comité de sélection 2018, section CNU 02** – UT1 Capitole.
- **Vice-présidente de la Section CNU 02** – UT1 Capitole, du 28 juin 2017 au 18 septembre 2020.
- **Membre de la Commission de spécialistes section CNU 02** – Université Toulouse Capitole, jusqu'en 2005 ; et membre de la Commission de spécialistes du groupe I (Université Paul Sabatier), jusqu'en 2007.
- **Membre élue du Conseil Scientifique de l'UT1 Capitole** – trois mandats consécutifs, jusqu'en 2012.
- **En position non éligible sur la liste « autonome de défense des intérêts des Maîtres de Conférences »** – élections au CNU, 2019.
- **En quatrième position titulaire sur la liste CNU « autonome de défense des intérêts des Maîtres de Conférences »** – élections 2015 (classement modifié deux fois pour incompatibilité avec des responsabilités électives à UT1 Capitole).
- **Membre du CNU national, section 02, suppléante sur la liste « autonome de défense des intérêts des Maîtres de Conférences »** – 2011-2015.
- **Directrice scientifique de l'ouvrage *Le Liban, ses épreuves et les conditions de sa double souveraineté*** – Presses de l'UT Capitole, Travaux collectifs, N° 3/2026.

- **Membre du Comité de lecture de l'ouvrage *Le Liban, ses épreuves et les conditions de sa double souveraineté*** – Presses de l'UT Capitole, Travaux collectifs, N° 3/2026.
- **Membre du Comité de lecture de l'ouvrage *La territorialité de la laïcité*** – Lextenso, n° 36-2018.
- **Membre du Comité de lecture de l'ouvrage *La laïcité à l'œuvre et à l'épreuve*** – LGDJ Lextenso Édition, n° 31-2017.
- **Présidente du jury de la finale du concours d'éloquence des lycéens de Tarn-et-Garonne** – organisé par les étudiants du CSD3 UT1 Capitole, le 18 mai 2022.
- **Membre du jury du Concours Cardinal-Saliège pour les Droits de l'Homme** – Institut Catholique de Toulouse, le 15 avril 2022.
- **Membre du jury « Projet citoyen »** – Collège Supérieur de Droit de Toulouse, le 10 mars 2022.
- **Membre et/ou présidente du jury de Concours de plaidoiries de l'ESL** – en 2019, 2020 et le 11 mars 2021.

8. RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES DANS L'ÉTABLISSEMENT

- **Membre élue du Conseil d'Administration d'UT Capitole** – depuis le 28 novembre 2020 (troisième mandat consécutif ; mandats précédents en avril 2012 et avril 2016).
- **Membre élue au Conseil de coopération documentaire du Service inter établissement de coopération documentaire de Toulouse** – depuis le 25 mai 2021.
- **Vice-présidente de l'Université chargée du développement de l'Université en région** – du 31 mai 2012 au 24 mai 2016 et du 7 juin 2016 au 1er décembre 2020.
- **Membre de la Commission Finances d'UT Capitole** – 2016-2020.
- **Membre du jury de recrutement du Directeur du département Réseau des Sites de l'Université Fédérale de Toulouse Midi-Pyrénées (UFTMIP)** – 21 juillet 2017 et 17 juillet 2018.
- **Représentante d'UT1 Capitole pour le Schéma régional de l'enseignement supérieur et de l'innovation d'Occitanie (SRESRI) 2017-2021** – du 10 mai 2016 au 1er décembre 2020.
- **Présidence des deux jurys de concours et de diplôme de l'École de Gestion et de Commerce** (Bachelor de Montauban, puis Bachelor EGC Midi-Pyrénées) – 2008-2014, puis 2014-2016.
- **Présidence des deux jurys de concours et de diplôme de l'École de Gestion et de Commerce (Bachelor EGC)**, région Occitanie Pyrénées-Méditerranée – 2016-2019.
- **Présidente de la Commission Parcoursup Licence Droit Montauban** – 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020 ; membre de la Commission Parcoursup Licence Droit Toulouse depuis 2017.
- **Membre des jurys de M1 et M2 du Master « Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation » (MEEF 1er degré)** – 2010-2015.
- **Co-responsable du Master « Enseignement, Formation, Éducation », spécialité « Professeurs des écoles » (avec l'ESPE)** – 2010-2015.
- **Responsable pédagogique de la Licence Droit de Montauban** – septembre 2008 à décembre 2020.
- **Chargée du Diplôme Universitaire Collège Supérieur de Droit (CSD1) de la Licence Droit de Montauban** – septembre 2017 à septembre 2021.

- **Chargée du projet de réforme de la Licence Droit de Montauban** – entrée en vigueur à la rentrée 2019 puis à la rentrée 2021.
- **Représentante d'UT1 Capitole dans le groupe de travail sur le Schéma régional de l'enseignement supérieur en Midi-Pyrénées (SRESR)** – 2012-2016.
- **Responsable pédagogique de la Licence professionnelle « Gestion Management d'une Unité Commerciale », spécialité Produits alimentaires** – de sa création (rentrée 2013) à sa fermeture (rentrée 2019), en collaboration avec le lycée Capou de Montauban.
- **Présidence du jury de VAE Licence professionnelle « Gestion et management des unités commerciales, produits alimentaires »** – 19 mars 2019.
- **Chargée de mission au développement d'UT1 en région Midi-Pyrénées** – septembre 2008 à mai 2012.
- **Élue directrice-adjointe de l'UFR Administration et Communication** – le 28 octobre 2008 (fin de mandat en septembre 2013) ; dossiers portés : le projet quinquennal 2011-2015, la reconstruction des offres de formation en mention AES, la création de la mention « Économie et Société » et le Plan réussite en licence 2008-2012.
- **Responsable pédagogique de la Licence AES de Montauban** – 2008 à 2014 (date de fermeture de cette mention).
- **Responsable pédagogique de la Licence professionnelle « Management européen d'une station fruitière et légumière » (en collaboration avec le lycée Capou-Montauban)** – 2008-2012.
- **Chargée du Plan Licence pour la mention AES de l'Université Toulouse Capitole** – 2008-2013.
- **Chargée du Plan licence à l'Antenne d'UT1 de Montauban** – 2008-2013.
- **Membre de plusieurs jurys de VAE** – 2008-2020 : Licence professionnelle « Acheteur industriel », mention RH ; Licence AES (parcours Administration et Gestion des Entreprises ; mention Gestion des Entreprises, secteur RH ; parcours Administration Générale et Territoriale).
- **Présidence du jury de VAE LP « Acheteur industriel »** – 26 novembre 2008.
- **Conseiller pédagogique Erasmus pour la Licence Droit de l'Université Toulouse Capitole** – 2004-2010.

9. RÉALISATIONS

- **Création et mise en place, pour la rentrée 2018, du Master 2 « Juriste International d'Affaires »** – en double diplôme entre l'UT Capitole et l'Université La Sagesse de Beyrouth-Liban (diplôme relevant de l'*European School of Law* d'UT Capitole).
- **Création et développement, depuis la rentrée 2017, du premier niveau du DU Collège Supérieur de Droit de Montauban** – rattaché au DU CSD de l'Université Toulouse Capitole.
- **Création d'une Licence professionnelle « Gestion et Management d'une Unité Commerciale » (GMUC), spécialité Produits alimentaires** – en collaboration avec le lycée Capou-Montauban ; habilitation obtenue pour 2011, ouverte de la rentrée 2013 à la rentrée 2018-2019.
- **Participation, avec l'IUT de Rodez, à la création en 2013 d'un DUT info-com** – spécialité Tourisme économique, à Millau.

– **Création du grade complet des deux mentions de la Licence (Droit et AES) à l'Antenne d'UT Capitole à Montauban** – en vigueur depuis la rentrée 2009 (interruption de la mention AES à Montauban depuis 2012 pour se consacrer au développement des trois années de la seule mention Droit).